**Demande de changement d’adresse**

**d’un commissaire aux comptes personne physique**

*À compter du 1er janvier 2024, la H2A succède au H3C, en qualité d’autorité de régulation de la profession de commissaire aux comptes et des professionnels qui certifieront les rapports de durabilité des entreprises en France (Ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 portant transposition de la directive européenne CSRD).*

Ce document est une aide à la constitution du dossier pour une demande de changement d’adresse en ligne d’un commissaire aux comptes personne physique à l’adresse suivante : <https://portail.h2a-france.org>.

Nous vous recommandons d’adresser votre demande *via* le portail de la H2A.

Le dossier est constitué de plusieurs étapes. Il est important de respecter chacune d’elles. En effet, elles requièrent l’obtention de justificatifs qui permettront d’avancer à l’étape suivante. Il est possible d’enregistrer son dossier et d’y revenir plus tard pour le compléter et le valider.

Vous avez un délai de 15 jours pour poursuivre l’enregistrement et le soumettre à validation afin qu’il puisse être étudié par la H2A.

Pour rappel, la demande de changement d’adresse de la liste mentionnée au I de l'article L. 821-13 du code de commerce emporte également changement d’adresse de la liste mentionnée au II du même article pour les commissaires aux comptes habilités à certifier les informations en matière de durabilité. Ainsi, une unique demande est à constituer.

En cas de difficulté ou pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le standard du service inscription et gestion des listes de la H2A au 01 80 40 75 02 du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 (heure métropole et hors jours fériés) ou par courriel : [inscription@h2a-france.org](mailto:inscription@h2a-france.org).

|  |  |
| --- | --- |
| Etapes | Liste des documents à fournir |
| Etape préparatoire |  |
| Etape 1 – Lettre de demande | * Une lettre de demande de modification d’adresse signée et destinée à :  A l’attention de la Présidente Haute autorité de l’audit  Tour Watt - 16-32 rue Henri Regnault  CS30404 - 92902 Paris la Défense Cedex  (Modèle en annexe 1) |
| Etape 2 – Adresse professionnelle | * Un justificatif d’adresse professionnelle   Si le commissaire aux comptes est :   1. Propriétaire des locaux professionnels : une copie de l’acte de propriété, d’un avis de taxes foncières ou d’un acte notarié 2. Propriétaire via une SCI : un extrait Kbis datant de moins de 3 mois ou une copie signée des statuts de la SCI 3. Locataire des locaux professionnels : une copie du bail 4. En possession d’un contrat de domiciliation 5. Domicilié à une adresse professionnelle identique à l’adresse personnelle : : une copie de l’acte de propriété (ou d’un avis de taxes foncières ou d’un acte notarié) ou d’un bail, avec le règlement de copropriété ou l’autorisation du syndic mentionnant la possibilité d’exercer l’activité de commissaire aux comptes   Si le commissaire aux comptes est :   1. Copropriétaire ou colocataire : fournir une attestation signée du(de la) conjoint(e) / partenaire / compagnon(compagne) autorisant l’usage du domicile à des fins professionnelles 2. Actionnaire / associé(e), dirigeant(e)/membre des organes de gestion, direction, administration ou surveillance, salarié(e) d’une société de commissaire aux comptes déjà inscrite à cette adresse : une attestation du représentant légal certifiant le lieu de l’exercice professionnel   (Modèle en annexe 2)   1. Salarié(e) d’un cabinet d’expertise-comptable : une attestation de l’employeur certifiant qu'il(elle) est expert-comptable et autorisant l’exercice libéral du commissariat aux comptes dans les locaux   (Modèle en annexe 3) |
| Etape 3 – Absence d’incompatibilité | * L’attestation sur l’honneur d’absence d’incompatibilité avec la profession de commissaire aux comptes signée   (Modèle en annexe 4) |
| Etape 4 – Autres documents | * Autre(s) document(s) à l’appui du dossier |

**ANNEXE 1**

**Modèle de demande de modification d’adresse d’un commissaire aux comptes personne physique**

A l’attention de la Présidente

Haute autorité de l’audit

Tour Watt - 16- 32 rue Henri Regnault

CS30404 - 92902 Paris La Défense Cedex

**Objet : Changement d’adresse d’un commissaire aux comptes personne physique**

Par la présente, je sollicite mon changement d’adresse en ma qualité de commissaire aux comptes personne physique.

Les informations me concernant qui apparaîtront sur la liste des commissaires aux comptes sont les suivantes :

Numéro d’inscription : ....................................................................................

Civilité : .......................................................................................................................................

Nom : .........................................................................................................................................

Prénom : .....................................................................................................................................

Adresse : ..................................................................................................................

Code Postal : ..................Ville : ....................................................................................

Téléphone : ...................................................

E-mail : .................................................... @ .............................................................................

Site internet : www. ...................................................................................................................

Veuillez agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Fait à …………………., le ……………

Signature :

**ANNEXE 2**

**Attestation sur l’honneur d’une société de commissaires aux comptes pour justifier de l’adresse professionnelle d’une personne physique (à rédiger sur papier à en-tête)**

Je soussigné(e) M./Mme , commissaire aux comptes inscrit sous le numéro , agissant en qualité de représentant de la société de commissaires aux comptes , inscrite sous le numéro ,

sise\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(*adresse du siège social* ***figurant sur la liste des commissaires aux comptes***),

atteste sur l’honneur que :

***1ère option :***

M./Mme est lié(e) à cette société depuis le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes au siège social, en tant que :

❑ dirigeant(e) / membre des organes de gestion, direction, administration ou surveillance - fonction à préciser :

❑ actionnaire / associé(e)

❑ salarié(e)

**OU 2*ème option :***

M./Mme est lié(e) à cette société depuis le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes, au sein de notre établissement secondaire sis \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (*adresse de l’établissement secondaire* ***figurant sur la liste des commissaires aux comptes***), en tant que :

❑ dirigeant(e) / membre des organes de gestion, direction, administration ou surveillance - fonction à préciser :

❑ actionnaire / associé(e)

❑ salarié(e)

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation\*.

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à …………………., le ……………

Signature :

**\*Nous vous recommandons de vérifier que l’adresse du siège social et/ou de l’établissement secondaire figure bien sur la liste des commissaires aux comptes. A défaut, il convient d’adresser à la H2A une demande de modification des mentions de la liste pour la société.**

**ANNEXE 3**

**Attestation sur l’honneur relative à l’adresse professionnelle d’une personne physique par un employeur expert-comptable (à rédiger sur papier à en-tête)**

Je soussigné(e) M./ Mme , expert-comptable, agissant en qualité de représentant de la société d’expertise-comptable , inscrit au tableau de l’Ordre des experts-comptables sous le numéro , atteste sur l’honneur que M./Mme est employé(e) de cette société depuis le , et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes, **à titre libéral**, dans les locaux sis\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Je me suis assuré(e) qu’aucune disposition législative ou contractuelle ne s’y oppose (notamment en application du règlement de copropriété et/ou du bail).

La configuration des locaux me permet de garantir son indépendance et la qualité d’exercice de sa profession (notamment en termes d’archivages et de confidentialité).

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à …………………., le ……………

Signature :

**ANNEXE** **4**

**Attestation sur l’honneur d’absence d’incompatibilité** **pour une personne physique**

Je soussigné(e) :

Nom : ………………….

Prénom : ………………….

**INSCRIT** sous le numéro ………… sur la liste des commissaires aux comptes mentionnée au I de l'article L. 821-13 du code de commerce,

* **ATTESTE** exercer l’activité (lister les activités en précisant l’objet, la fonction et le lieu) :

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

* **ATTESTE** savoir que, conformément aux dispositions de l’article L. 821-27 du code de commerce, la profession de commissaire aux comptes est incompatible :

• avec toute activité ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance,

• avec tout emploi salarié ; toutefois, un commissaire aux comptes peut dispenser un enseignement se rattachant à l'exercice de sa profession ou occuper un emploi rémunéré chez un commissaire aux comptes ou un expert-comptable,

• avec toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée à l’exception, d’une part, des activités commerciales accessoires à la profession d’expert-comptable, exercées dans le respect des règles de déontologie et d’indépendance des commissaires aux comptes et dans les conditions prévues au troisième alinéa de l’article 22 de l’ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l’ordre des experts comptables et réglementant le titre et la profession d’expert-comptable et, d’autre part, des activités commerciales accessoires exercées par la société pluri-professionnelle d’exercice dans les conditions prévues à l’article 31-5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l’exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales,

* **ATTESTE** ne pas être actuellement dans l'un des cas d'incompatibilité susvisés,
* **M'ENGAGE** à respecter durant toute ma vie professionnelle les prescriptions de l’article L. 821-27 du code de commerce.

Concernant l'acceptation de mandats, j'affirme avoir eu connaissance des dispositions des articles L. 821-25 et suivants du code de commerce et m'engage à respecter ces dispositions.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à …………………., le ……………

Signature :